

POINTS DE VUE SUR LA JEUNESSE

UNE EUROPE EN BONNE SANTÉ : LA JEUNESSE EUROPÉENNE CONTEMPORAINE ENTRE DOUTES ET CERTITUDES



Volume 3

Partenariat jeunesse

Partenariat entre la Commission européenne et
le Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

POINTS DE VUE SUR LA JEUNESSE

UNE EUROPE EN BONNE SANTÉ :
LA JEUNESSE EUROPÉENNE
CONTEMPORAINE ENTRE
DOUTES ET CERTITUDES

Volume 3

Édition anglaise :
*Perspectives on youth – Healthy Europe:
confidence and uncertainty for young
people in contemporary Europe*
ISSN 2313-0997

*Les vues exprimées dans cet ouvrage
sont de la responsabilité des auteurs et
ne reflètent pas nécessairement la ligne
officielle du Conseil de l'Europe ou
de la Commission européenne.*

Tous droits réservés. Aucun extrait
de cette publication ne peut être
traduit, reproduit ou transmis, sous
quelque forme et par quelque moyen
que ce soit – électronique (CD-Rom,
internet, etc.), mécanique, photocopie,
enregistrement ou de toute autre
manière – sans l'autorisation
préalable écrite de la Direction de la
communication (F67075 Strasbourg
Cedex ou publishing@coe.int).

Couverture : SPDP, Conseil de l'Europe
Photo : © Shutterstock
Mise en pages : Jouve, Paris

Éditions du Conseil de l'Europe
F-67075 Strasbourg Cedex
book.coe.int

ISSN 2413-6778
© Conseil de l'Europe et Commission
européenne, juillet 2017
Imprimé dans les ateliers
du Conseil de l'Europe

Sommaire

| | |
|---|------------|
| ÉDITORIAL – LA JEUNESSE EUROPÉENNE CONTEMPORAINE ENTRE DOUTES ET CERTITUDES | 5 |
| <i>Howard Williamson et Antonia Wulff</i> | |
| 1. ENTRETIEN AVEC HARALD HARTUNG SUR LES JEUNES ET LA SANTÉ | 11 |
| 2. LE PRÉCARIAT DES JEUNES, LE « GÉNÉRATIONNISME » ET LA CITÉ DE L'AUSTÉRITÉ | 15 |
| <i>Fred Powell et Margaret Scanlon</i> | |
| 3. DES BESOINS HOLISTIQUES AUX MESURES TRANSECTORIELLES : UNE ANALYSE DES POLITIQUES DE JEUNESSE TRANSVERSALES ÉTAYÉE PAR UNE BIBLIOGRAPHIE PERTINENTE | 29 |
| <i>Magda Nico</i> | |
| 4. IMAGINER UN AVENIR DURABLE | 43 |
| <i>Beata Sochacka</i> | |
| 5. JEUNES EN TRANSITIONS : OPPORTUNITÉS ET CHOIX – ENJEUX DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIAUX MONDIAUX | 51 |
| <i>Dragana Avramov</i> | |
| 6. CORRÉLATS DE LA SANTÉ MENTALE ET DU BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE DES JEUNES EUROPÉENS : DONNÉES ISSUES DES ENQUÊTES EUROPÉENNES SUR LA QUALITÉ DE VIE | 65 |
| <i>Haridhan Goswami et Gary Pollock</i> | |
| 7. « CORPS ILLÉGAUX » EN MOUVEMENT – UN REGARD CRITIQUE SUR LA MIGRATION FORCÉE EN FAVEUR D'UNE JUSTICE SOCIALE POUR LES JEUNES DEMANDEURS D'ASILE | 85 |
| <i>Maria Pisani</i> | |
| 8. CONFIANT DANS SON EFFICACITÉ, ACTIF ET EN BONNE SANTÉ : LA PROMOTION DE LA SANTÉ DANS LES ACTIONS INTERNATIONALES EN FAVEUR DE LA JEUNESSE | 103 |
| <i>Ansgar Drücker</i> | |
| 9. JEUNES LGBT ET HARCÈLEMENT HOMOPHOBE : LE CONTEXTE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES DROITS DE L'HOMME | 113 |
| <i>Michael Barron</i> | |
| 10. RÉFLEXIONS SUR UNE VIE D'ENGAGEMENT DANS LE DOMAINE DE LA JEUNESSE : QUELLES CONSTANTES ? | 129 |
| <i>Gordon Blakely</i> | |
| 11. QU'ENTEND-ON PAR « ÉDUCATION POUR LA SANTÉ PAR LES PAIRS » ? | 147 |
| <i>Yaëlle Amsellem-Mainguy</i> | |
| 12. LE CORPS, LA SANTÉ ET L'UNIVERS : UN EXAMEN POLÉMIQUE ET CRITIQUE DU COMPORTEMENT DES JEUNES À L'ÉGARD DE LA SANTÉ | 157 |
| <i>Manfred Zentner</i> | |
| LISTE DES CONTRIBUTEURS | 169 |
| À PROPOS DE L'ÉQUIPE DE RÉDACTION | 173 |
| ABSTRACTS | 177 |

Éditorial

La jeunesse européenne contemporaine entre doutes et certitudes

Howard Williamson et Antonia Wulff

Lorsque nous nous sommes lancés dans ce troisième volume de *Points de vue sur la jeunesse*, le thème d'une « Europe en bonne santé » avait été retenu. Deux pistes nous intéressaient. La première, disons « étroite », examine la question de la santé et du bien-être des jeunes. La seconde élargit le cadre d'étude à ce que cela signifie d'être jeune dans une Europe des conflits et de l'austérité, et à ce que ressent la jeunesse face à des transitions de plus en plus délicates à négocier. Les repères ont bougé : qu'éprouvent les jeunes qui s'engagent dans un nouveau stage, tout aussi précaire et peu rémunérateur que le précédent, malgré des parcours universitaires sans faute ? Acceptent-ils leur sort, fatalistes, ou regrettent-ils une opportunité manquée (menant peut-être à autant de précarité, tout compte fait) ? Comment vivent-ils le fait qu'à une autre époque un diplôme ouvrait bien plus de perspectives professionnelles ? Que pensent-ils de la nécessité de planifier leur vie à long terme quand les ressources nécessaires à une telle planification sont soumises à tant d'aléas ? Se projettent-ils encore dans l'avenir, ou se contentent-ils de vivre le présent ? Comment apprécier ces questions ou les conceptualiser en termes de « santé » ?

Nous sommes partis du postulat que la santé continuait à faire débat dans les politiques de jeunesse, que les responsables politiques et les jeunes abordent d'un point de vue radicalement différent – ces derniers tendant d'ailleurs à trouver le discours dominant sur la santé réducteur, condescendant, pour ne pas dire offensant. Les modes de vie « sains » sont généralement conceptualisés de manière normative et prescriptive, reflétant ainsi bien souvent des normes parfois inapplicables en l'état dans une économie dite du « savoir ».

Le débat sur la santé replace au premier plan de vieilles tensions, entre protection et participation d'une part et capacité d'action et structure de l'autre. Certains trouveront injuste de positionner les jeunes dans un cadre opposant « sain » et « non sain », dans le sens où la dichotomie, loin d'être neutre, implique un choix, et que leur choix n'est pas toujours le meilleur. D'autres avanceront que la question de la santé est indissociable de celle de l'individu et que, partant, tout problème de santé peut être interprété comme un échec de l'individu plutôt que comme une conséquence d'un malaise sociétal plus général.

Mais serait-il envisageable, dans le cadre des politiques de jeunesse, d'élargir le périmètre de la santé pour y inclure des indicateurs plus diversifiés que les plus fréquemment utilisés (indice de masse corporelle, routines alcooliques et pratiques sportives, par exemple) ? Que signifient une participation, une citoyenneté ou des habitudes de consommation « saines » ? De quels mécanismes de défense « sains » dispose une génération témoin de l'évolution d'un rôle étatique chaque jour plus minime ? Un cadre d'étude sur la santé peut-il nous aider à éclairer la question sous de nouveaux angles ?

Alors que nous mûrissions diverses réflexions sur la structure de ce nouveau volume, les idées d'amour et de haine nous sont apparues comme une approche possible pour saisir certaines attitudes, souvent profondément ancrées et émotionnelles, de la jeunesse. Le peu d'écho suscité par notre appel à contributions, qui visait des articles à caractère anticonformiste et transnational, discutables et comparables, écrits par des acteurs (politiques, universitaires, de terrain) du secteur jeunesse, prouve que nous faisons fausse route. Peut-être notre approche, trop éloignée des conceptualisations plus concrètes de la santé, a-t-elle dérouteré les contributeurs potentiels !

Nous ignorons totalement comment les jeunes vivent, physiquement et psychologiquement, leurs multiples transitions, qu'elles soient influencées par leurs propres aspirations ou par l'attente des autres. Ce que nous en savons projette une image contrastée et confuse. La recherche offre parfois un tout autre éclairage que la pratique – et les résultats d'enquête, un point de vue différent par rapport aux données qualitatives. Sans parler des responsables politiques, qui s'entêtent parfois à vouloir « embouteiller leurs vieux vins dans de nouveaux flacons » ou à appliquer leurs anciennes recettes dans de nouveaux contextes, comme celui des incertitudes qui entourent l'intégration sociale et génèrent des troubles psychosociaux de plus en plus fréquents chez les jeunes. Ces facteurs touchent peut-être toute la jeunesse, exception faite de celle issue des milieux les plus privilégiés. Une analyse de la littérature consacrée à cette question suggère que les problèmes de santé mentale chez les jeunes découlent moins du handicap social de départ que d'une dislocation sociale. Quelle est la place des jeunes en Europe ? Qu'attendent les jeunes de l'Europe ? Qu'est-ce que l'Europe attend d'eux ?

Toutes ces questions ne sont pas approfondies dans ce volume de *Points de vue sur la jeunesse*, mais nombre d'entre elles sont abordées. Nous avons opté délibérément pour un mélange éclectique de contributions, la diversité des arguments étant le meilleur moyen de nourrir réflexions et discussions. Fidèles à la tradition amorcée dès le premier opus de cette série, nous avons sollicité et recueilli les points de vue – théoriques, empiriques et hypothétiques – d'universitaires, de responsables politiques et de professionnels de terrain.

Certains arguments, concernant les facteurs de bonne (ou de mauvaise) santé et de bien-être notamment, sont difficilement discutables. L'un d'eux, déterminant, revient invariablement : celui de la classe sociale – et des schémas d'inégalité et de pauvreté. Les sociétés les plus en forme sont aussi les plus égalitaires, nous a démontré Richard Wilkinson (1996) dans un argumentaire impeccable. Son dernier ouvrage, cosigné par Kate Pickett, *The spirit level: why more equal societies almost always do better*, publié en français sous le titre *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* (2013), a été

salué par la critique internationale (voir également Atkinson 2016). Publié moins de six mois après le début de la crise européenne, conséquence de l'effondrement des bourses de 2008, il offre une lecture salutaire en ces temps d'inégalités croissantes aux quatre coins de l'Europe, au sein des États membres, et entre les générations. Peut-être devrions-nous envisager la notion d'esprit non seulement en termes de nivellement des chances et des conditions, mais également de *Zeitgeist* – terme désignant l'esprit ou l'humeur caractéristique d'une époque, si l'on en juge par les idées et les convictions d'alors. Comment définir l'humeur de l'Europe du début du XXI^e siècle, au regard des perspectives et des expériences qui s'offrent aux jeunes ? On est bien loin de l'optimisme décontracté et des attentes positives qui prévalaient il y a encore peu, consécutivement à la chute du mur de Berlin, au déclin du communisme, à l'expansion et à l'extension des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit à travers une Union européenne (UE) et un Conseil de l'Europe en pleine expansion.

Nul ne le discute, la politique peut faire la différence. Le concept opaque de « politique de la jeunesse » – de toutes ces politiques qui, d'une manière ou d'une autre, façonnent et influencent la place et les perspectives des jeunes – peut stimuler ou a contrario freiner la capacité des jeunes à avancer dans leur vie et à se déplacer, non seulement géographiquement et physiquement (vers d'autres espaces et lieux) mais également psychologiquement (en termes d'aspirations et d'identité). Ces déplacements se trouvent aujourd'hui facilités ou entravés dans des réalités à la fois virtuelles et réelles. Mais les objectifs et la mise en œuvre de politiques de la jeunesse actives ou, inversement, l'immobilisme en cas d'absence de telles politiques peuvent amplifier ou inhiber le sentiment de bien-être chez les jeunes. Les cadres européens impulsent parfois une dynamique, mais, en règle générale, rien ne bouge vraiment sans actions spécifiques menées par les pouvoirs publics à l'échelle nationale, régionale et locale.

Nous ouvrons ce nouveau volume par un entretien avec Harald Hartung. Le chef de l'unité « Politique et programme en faveur de la jeunesse » de la Commission européenne nous confie sa vision des jeunes et de la santé dans l'Europe actuelle. Suit une analyse éminemment critique de Fred Powell et Margaret Scanlon sur l'état de précarité dans lequel se trouvent de nombreux jeunes Européens aujourd'hui, et sur la nécessité d'un agenda politique plus musclé. Inutile de rappeler le poids de la politique, dans le domaine de la santé *stricto sensu* comme dans bien d'autres secteurs affectant la jeunesse. Des politiques d'enseignement, d'emploi, de logement et de formation professionnelle constructives et axées sur les chances contribuent à améliorer la santé des jeunes à court et à long terme. Mais la rhétorique des politiques de la jeunesse transverses et intersectorielles, outre la confusion qu'elle sème, est mal comprise et victime de faiblesses de mise en œuvre. Magda Nico nous en donne la preuve par neuf dans son analyse de publications officielles de grandes institutions.

Les « jeunes », quelle que soit la manière dont on les conçoit ou les définit, sont encore loin d'être maîtres de leur état de santé futur. Si tout le monde s'accorde à reconnaître l'urgence de la situation environnementale et écologique, et le besoin d'actions immédiates, la situation elle-même continue d'être discutée et discutable, nous rappelle Beata Sochacka. De fait, dans le débat environnemental, le court-termisme est de mise, tandis que la démographie appelle une vision sur le long terme.

Dragana Avramov explore pour sa part ce qu'elle qualifie de « dynamique démographique » des jeunes Européens, en examinant les risques qu'ils encourent et les moyens de les répartir plus équitablement.

Au programme, ensuite, une analyse plus ciblée de la santé des jeunes, cette fois à la lumière des actions internationales en faveur de la jeunesse puis, plus loin, de ce que l'on pourrait appeler tour à tour « la jeunesse pour la jeunesse » et « la jeunesse par la jeunesse ». Haridhan Goswami et Gary Pollock se penchent sur la question de la santé et du bien-être dans le paysage changeant de la jeunesse européenne. Leur étude corrobore de nombreux points que les spécialistes du domaine considéreraient certainement comme prévisibles vis-à-vis du bien-être psychologique des jeunes – mais non sans livrer son lot de surprises. Les auteurs concluent par diverses implications politiques.

Osons maintenant un pari peu risqué : les Enquêtes européennes sur la qualité de vie ont oublié un groupe de jeunes. Nous parlons de ceux qui tentent avec l'énergie du désespoir d'accéder à ce qu'ils perçoivent, selon leurs propres termes, comme une « vie meilleure » en Europe. La population croissante de migrants, de réfugiés et de demandeurs d'asile qui cherchent à émigrer en Europe pour échapper à la pauvreté, à l'incertitude, aux conflits armés et à l'oppression au Moyen-Orient et en Afrique compte une part importante d'enfants et de jeunes adultes. Maria Pisani s'intéresse aux questions qui entourent leur fuite, en proposant un point de vue politique assumé, ancré dans un engagement en faveur de la justice sociale. La chercheuse discute également des lacunes théoriques de certaines études (principalement occidentales) consacrées à la jeunesse, qu'elle considère parfois comme déconnectées de la réalité.

Nous délaissions ensuite le sujet de la condition sociale et physique des jeunes en Europe (et ses implications théoriques) pour nous intéresser aux programmes internationaux en faveur de la jeunesse, et plus particulièrement à leurs problématiques générales et à leurs contributions potentielles en matière de santé et de bien-être des jeunes. Ansgar Drücker établit plusieurs liens entre le rapport annuel législatif sur la santé des enfants et des adolescents en Allemagne, établi par le Gouvernement fédéral allemand, et le potentiel du volontariat et des actions internationales en faveur de la jeunesse pour encourager des pratiques de « promotion implicite de la santé ». L'auteur évoque notamment la confiance des jeunes gens dans leur propre efficacité, que des expériences de discrimination et les discours de haine peuvent profondément ébranler. Notre auteur note que la notion d'orientation sexuelle (ainsi que celles de transsexualité et d'intersexualité) est totalement occultée dans le 13^e rapport sur les enfants et les adolescents. Cette question est examinée par Michael Barron, qui nous rappelle que, malgré bientôt deux décennies d'exposition publique pour les violations des droits de l'homme dont sont victimes les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT), qui ont donné lieu à une multitude de résolutions, de conventions et de projets internationaux et européens en faveur de la promotion et de la protection de ces droits, notamment concernant la nécessité d'environnements éducatifs sûrs, on assiste aujourd'hui à une résurgence d'actes et de lois homophobes, principalement en Europe de l'Est et en Afrique. Ban Ki-moon, ancien Secrétaire général de l'ONU, avait déclaré que les droits de l'homme devaient « l'emporter » sur les attitudes culturelles. Il ressort du travail de

Pisani sur les migrations que les déclarations de principe émanant des plus hautes instances trouvent rarement un écho dans le quotidien des jeunes. Les brimades et les actes de violence homophobes – une forme parmi d'autres de harcèlement fondé sur l'identité – mettent en grave danger la santé présente et future des jeunes qui en sont victimes.

L'argument avancé par Drücker, selon lequel les programmes internationaux en faveur de la jeunesse contribuent implicitement à la santé et, d'une manière plus générale, au bien-être des jeunes, est développé à travers le témoignage autobiographique de Gordon Blakely, qui a consacré sa vie à cette cause. La célébration qu'il nous offre de l'épanouissement personnel permis par ce type de programmes n'est pas sans contenir d'importantes mises en garde, mais le propos final est celui d'un vibrant plaidoyer en faveur d'infrastructures saines pour une Europe saine.

Cela étant, des politiques et pratiques structurées ne sauraient influencer à elles seules la santé et le bien-être des jeunes et des adolescents. L'éducation et l'apprentissage par les pairs suscitent également un intérêt croissant. Ce type d'enseignement, qui se manifeste sous des formes diverses visant des objectifs multiples – prévention, information, promotion par exemple – fait l'objet d'un examen critique et mesuré de la part de Yaëlle Amsellem-Mainguy. Attendons-nous à ce que, de plus en plus, les jeunes prennent l'initiative de définir eux-mêmes ce qu'« être en bonne santé » et, surtout, « être en forme » (en termes de silhouette et d'image) signifie pour eux, par référence à internet et aux réseaux sociaux. Il s'agit d'un territoire relativement peu défriché – une nouvelle forme d'espace public où l'individu se met en vitrine – bénéfique pour la santé mais aussi inévitablement porteur de risques. Manfred Zentner nous en propose une exploration à la fois empirique et polémique.

Les points de vue défendus dans ces contributions étaient voués de par leur richesse à se chevaucher, voire parfois à s'opposer. Leur synthèse nous amène à la conclusion que le thème central ne peut se résumer à « la santé et le bien-être » ou « l'amour et la haine ». Nous assistons plutôt à un dialogue entre « doutes et certitudes », dont découlent bien évidemment la santé et le bien-être – ou leurs contraires. Au risque d'énoncer un truisme, il est toujours préférable d'adopter un angle d'attaque holistique : les jeunes évoluant dans un environnement plus favorable verront probablement plus de portes s'ouvrir et traverseront des épreuves moins marquantes. Ils se montreront plus confiants, notamment en l'avenir, et adopteront donc vraisemblablement des modes de vie plus sains, synonymes d'une constitution plus solide. À l'inverse, les jeunes issus de milieux défavorisés, bloqués dans leurs progrès, peuvent succomber (du fait de mauvais choix ou d'une nécessité économique) à des modes de vie moins recommandables, nuisibles à leur santé physique et mentale. Ces relations de cause à effet sont loin d'être linéaires. Elles opèrent même dans de multiples directions.

Les auteurs abordent les thèmes de la certitude et du doute chacun à leur manière. Ils nous parlent de responsabilité, de l'équilibre entre l'action individuelle et collective, du global, du personnel et d'un combat généralisé : rallier, en leur tendant la main, les plus vulnérables et défavorisés, ceux qui « meurent de l'intérieur » (d'anxiété, de dépression, de fatalisme, de dislocation sociale et de désespoir) comme ceux qui meurent vraiment (de maladie, de suicide ou sur les rivages d'Europe). Les nouvelles

ne sont pas soit bonnes, soit mauvaises. À certains égards, les jeunes prennent mieux soin d'eux que jamais, des âmes charitables veillent sur eux. Leur confiance dans les différentes sexualités apparaît plus solide, même si le rapport allemand sur la santé semble vouloir occulter cette question. Le numérique ouvre de nouvelles possibilités de sensibilisation, de compréhension. Il peut aider les jeunes à prendre confiance en eux. Cela étant, certaines questions nécessitent une attention d'urgence : la justice intergénérationnelle, les défis posés par les mobilités et les migrations en termes de cohésion sociale, les engagements en faveur des droits de l'homme et, enfin, les égalités. Peut-être ne produirons-nous jamais, si tant est que nous y aspirions, des résultats égalitaires, mais il est de notre devoir de garantir l'égalité des chances. Une bonne santé et un environnement qui la favorise offrent les fondations sur lesquelles se bâtit une génération de jeunes gens confiants, plutôt que rongés par les incertitudes.

RÉFÉRENCES

Atkinson A. (2016), *Inégalités*, Le Seuil, Paris.

Wilkinson R. (1996), *Unhealthy societies: The afflictions of inequality*, Routledge, Londres.

Wilkinson R. et Pickett K. (2013), *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins, Paris.

Chapitre 1

Entretien avec Harald Hartung sur les jeunes et la santé

Chef de l'unité « Politique et programme en faveur de la jeunesse », Commission européenne

Q 1 : Au regard des récents progrès économiques, sociaux et politiques réalisés sur notre continent, estimez-vous que le présent et l'avenir proche des jeunes Européens sont « sains » (en termes de conditions de vie, de bien-être, d'opportunités, etc.) ?

La crise a touché de nombreux aspects de la vie de la génération actuelle de jeunes : éducation, emploi, participation sociale et civique, santé. Pourtant, les quelque 90 millions de jeunes que compte l'Union européenne forment une population très diverse. Pour certains jeunes, l'horizon est loin d'être bouché, mais le fossé se creuse avec les moins favorisés. Les handicaps ne sont pas uniformément répartis : on voit ainsi certains groupes de jeunes hériter de la plupart des désavantages. Le système éducatif reproduit trop souvent les schémas socio-économiques. Les jeunes défavorisés sont les plus exposés au risque de basculer dans la catégorie des « NEET » (ni dans l'emploi, ni dans l'éducation, ni dans la formation). Le chômage, la pauvreté ou un logement inadapté peuvent également induire des problèmes de santé mentale, comme la dépression, la consommation de substances illicites ou le suicide.

La situation des jeunes est alarmante du côté le moins enviable du fossé. Refuser d'investir dans le potentiel humain et social de tous les jeunes, c'est entraver la croissance future. Les emplois sont importants, mais ne constituent qu'une réponse parmi d'autres à l'intégration des jeunes, qui doivent se sentir membres à part entière de leur voisinage immédiat. Les jeunes qui, pour une raison ou une autre, éprouvent un sentiment d'abandon, d'exclusion ou de marginalisation peuvent développer des comportements antisociaux et nourrir des rancœurs, prélude à l'hostilité. Nous observons une ferveur croissante pour les idées radicales ou antidémocratiques. Les actes terroristes de Paris et de Copenhague illustrent bien les conséquences potentielles de telles idées poussées à l'extrême.

Q2 : Comment définiriez-vous une réponse « saine » d'une politique de jeunesse capable de contribuer à responsabiliser, à inclure socialement et à garantir la participation et le bien-être des jeunes ?

La jeunesse est la principale ressource future de l'Europe, elle mérite notre soutien. L'emploi, l'inclusion sociale, la participation, la santé et le bien-être agissent comme des vases communicants. Notre approche de la situation des jeunes doit donc être mûrement réfléchi. Nous devons enclencher une dynamique qui transforme les cercles vicieux en cercles vertueux, à la lumière de ce que nous savons des interactions entre ces différents domaines. Ce processus nécessite des actions politiques cohérentes dans chacun des secteurs, et une mutualisation des ressources disponibles.

Une réponse « saine » doit permettre aux jeunes de renforcer leurs compétences et leur résilience, afin de se préparer aux échecs et défis que la vie leur réserve. Elle doit également veiller à ce que leurs préoccupations soient entendues par les décideurs, et qu'on leur offre la chance de contribuer à leur mesure au bien de la société civile.

Cette tâche incombe à tous ceux dont les activités – qu'il s'agisse de collaboration, de soutien ou encore de prises de décision – concernent les jeunes, le scolaire, les travailleurs de jeunesse, les professions médicales, les institutions culturelles et les clubs sportifs, entre autres. Ces organisations devraient unir leurs efforts dans un souci d'harmonisation, afin de les rendre plus aptes à servir tous les intérêts des jeunes sans exception. Cette approche, qui consiste à considérer les intérêts des jeunes comme un tout, est le fil conducteur de la Stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse qui gouverne la coopération entre la Commission européenne et les États membres dans le domaine de la jeunesse.

Une coopération intersectorielle devrait être poursuivie, en partant du terrain pour remonter jusqu'aux forums internationaux. Au niveau local, par exemple, cela peut se traduire par des points d'accès uniques, où des équipes de conseillers pluridisciplinaires se tiennent à disposition des jeunes. De telles structures existent déjà en France et en Belgique, au Danemark (Maisons des jeunes) et en Irlande (centres « Headspace »). Les instances européennes disposent quant à elles de l'expertise et des connaissances nécessaires pour soutenir les actions nationales, régionales et locales.

Q3 : Quelles sont, en termes concrets, les priorités et les actions de votre institution à cet égard ?

Les politiques de jeunesse relevant de la compétence des pays, la Commission européenne se charge avant tout de coordonner les efforts des États membres. Elle y participe également en rassemblant, par exemple, des éléments de comparaison et des exemples de bonnes pratiques. Pour mieux intégrer les problèmes des jeunes, les politiques de jeunesse de la Commission européenne veillent à ce que les préoccupations de ces derniers soient reflétées dans les différents champs politiques dans lesquels œuvre l'Union européenne, comme l'emploi ou la santé.

Ainsi, la Recommandation du Conseil sur l'établissement d'une garantie pour la jeunesse (2013) appelle les États membres à offrir aux jeunes un emploi, un apprentissage, un stage ou une formation continue dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement.

Dans ses politiques de santé, l'Union européenne porte une attention particulière à la nutrition, aux activités physiques, à la santé sexuelle et à la consommation d'alcool, de tabac ou de drogue des jeunes. La Stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité comporte ainsi un plan d'action pour lutter contre l'obésité infantile. Un autre plan d'action, destiné cette fois à combattre la consommation d'alcool, notamment excessive, chez les jeunes, est en cours d'élaboration. Il sera intégré à la Stratégie européenne de réduction des dommages liés à l'alcool.

Q4 : Comment, selon vous, le travail de jeunesse peut-il contribuer à assurer aux jeunes un avenir plus « sain » ? Parlez-nous un peu de son rôle et de ses limites.

Une étude conduite par l'Union européenne a confirmé que le travail de jeunesse contribuait à l'épanouissement personnel et social des jeunes. Les bienfaits observés sont multiples : autonomisation, émancipation, tolérance et responsabilisation, première étape de la participation dans les sociétés démocratiques, de l'inclusion et de la cohésion sociale. Sans compter une diminution des comportements à risque.

La crise a eu pour effet d'accroître ces dernières années la demande en travailleurs de jeunesse, mais aussi la pression qui repose sur leurs épaules. Pour les jeunes, ce ne sont pas seulement les enjeux qui ont changé, mais la nature même de ces enjeux. Par exemple, l'omniprésence d'internet et des réseaux sociaux dans les vies des jeunes oblige à se familiariser avec les codes des médias et du numérique, avec les répercussions que cela implique sur le travail de jeunesse. De même, compte tenu de la complexité croissante des problèmes rencontrés par les jeunes, problèmes qui de surcroît interagissent de plus en plus entre eux, les travailleurs de jeunesse doivent accepter de faire équipe avec d'autres professionnels du secteur social. On comprend mieux, au regard des compétences transversales, ou « compétences du XXI^e siècle », aujourd'hui demandées, pourquoi le travail de jeunesse et ses résultats sont désormais autant reconnus. Une telle coopération devrait idéalement être pensée pour permettre au travail de jeunesse de préserver son identité et ses contributions uniques en faveur des jeunes, un idéal parfois difficilement accessible. Enfin, de nombreux programmes ont souffert de coupes budgétaires et les financements à long terme restent une source d'inquiétude.

S'adapter aux nouvelles réalités dans ce contexte est compliqué mais pas impossible. La déclaration de la 2^e Convention européenne du travail de jeunesse, formulée en avril 2015 dans le cadre de la présidence belge du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, contient des réflexions et des recommandations sur les moyens d'y parvenir, ainsi que sur l'avenir du travail de jeunesse.

En mai 2015, le Conseil des ministres responsables de la jeunesse a adopté des conclusions sur le renforcement des actions jeunesse, soulignant qu'elles contribuaient à l'épanouissement personnel, à l'intégration sociale, à la diversité culturelle et à la citoyenneté active. L'élaboration d'un outil de référence et d'orientation sur le travail de jeunesse de qualité, destiné à aider les services et infrastructures nationales dans leurs activités, a été annoncée. Il offrira une parfaite transparence et des garanties de qualité aux jeunes.

Chapitre 2

Le précarariat des jeunes, le « générationnisme » et la cité de l'austérité

Fred Powell et Margaret Scanlon

J'avais l'impression qu'ils voulaient pénétrer dans les jeux, dans l'espace notionnel de la machine. Le monde réel n'existait plus pour eux, il n'avait plus aucune espèce d'importance. Ils se trouvaient dans cet espace notionnel, et cette machine, en face d'eux, était devenue leur meilleur des mondes.

William Gibson, *Neuromancien*

En 1984, William Gibson inventait, dans *Neuromancien*, un néologisme délicat à appréhender à l'époque : *cyberspace* (« cyberspace »). Son roman futuriste met en scène une jeune génération postpunk dans un monde en pleine décrépitude urbaine. Cette idée lui était venue en observant des jeunes en train de s'adonner à des jeux vidéo à Vancouver. Sa vision s'est réalisée : trente ans plus tard, la science-fiction est une culture de masse, un monde où des foules de jeunes vacillent aux frontières du rêve et du réel. Cet univers offre une échappatoire psychologique à la réalité de la cité de l'austérité, dans laquelle une multitude de jeunes anonymes se retrouvent cantonnés à des existences marginales. On les appelle le « précarariat » (Standing 2011), terme qui traduit la situation précaire qu'endurent les jeunes les plus vulnérables dans la cité de l'austérité, des citoyens aux droits réduits. À propos de la cité de l'austérité, David Harvey (2013) suggère de se pencher en premier lieu sur la question de la qualité de vie urbaine, dont les saisies d'huissier, la rapacité persistante des marchés immobiliers, la défection des services publics et, surtout, le manque d'emplois viables accélèrent la dégradation.

Les défis profondément existentiels qui se dressent sur la route des jeunes habitants de la cité de l'austérité affectent leur santé. Lors de la conférence « Beyond Barriers » (Par-delà les obstacles) organisée en novembre 2014 à Malte dans le cadre d'un accord de partenariat entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe sur la jeunesse, et qui avait pour thème le rôle du travail de jeunesse dans le soutien des jeunes en situation de vulnérabilité, un participant a observé qu'il n'y avait « aucune différence entre mourir de l'intérieur et mourir tout court ». Ces mots traduisent bien l'angoisse des jeunes les plus exposés aux dangers de la société postmoderne. Ces jeunes seraient même confrontés à une situation similaire à celle vécue par les jeunes contraints à des déplacements forcés dans l'immédiat après-guerre (Lowe 2013). Si les villes d'Europe ont depuis été nettoyées de leurs ruines pour renaître sous forme de lieux de culture et de relaxation prospères, la psychogéographie de la cité de l'austérité susciterait chez les jeunes représentants des groupes vulnérables un profond sentiment de déplacement et d'exclusion sociale.

L'un des traits les plus caractéristiques de cette classe de jeunes « citoyens de seconde zone » dans la cité de l'austérité est leur usage du cyberspace comme défouloir public de leur colère. Les « trolls » ont fait leur apparition dans ce paysage culturel, méchants farceurs des temps modernes, multipliant les coups pendables dans le monde adulte. Certaines de leurs interventions ont été condamnées par l'opinion publique. C'est le cas par exemple de la misogynie présumée du « Gamergate » (les trolls sont majoritairement de sexe masculin). Les trolls ont pour credo « Je le fais pour le "lulz" » : en gros, « c'était pour rire ». Ce dérivé de l'acronyme LOL (« laughing out loud » – « mort de rire ») propre à internet trahit l'humour moqueur du précaire vivant en marge de la civilisation urbaine (Gleick 2014). Nous explorerons dans cet article trois questions : (i) la position des jeunes dans la société postmoderne en termes de changements et de transitions dans les modes de vie ; (ii) l'émergence du précaire chez les jeunes et le « générationnisme » comme nouvelle force politique et citoyenne ; et (iii) les implications des politiques et du travail de jeunesse. Nous employons le concept de « cité de l'austérité » comme une métaphore des inégalités sociales croissantes auxquelles sont confrontés les jeunes.

LA POSTMODERNITÉ VÉCUE PAR LES JEUNES : MODES DE VIE SAINS OU MALSAINS ?

Certaines questions fondamentales aident à éclairer et à façonner la définition et le sens premier des termes « jeunesse », « politiques de jeunesse » et « enfance » dans un monde postmoderne marqué par la fragmentation des sociétés et le chamboulement des identités. Philippe Ariès (1960) a émis la théorie de la découverte de l'enfance comme produit de la modernité. Norbert Elias (1994) estime quant à lui que l'émergence de l'enfance fait partie d'un processus de civilisation, qu'il appelle « civilité ». Talcot Parsons (1963) avait conceptualisé avant lui la jeunesse comme produit du capitalisme, responsable d'une rupture dans la société et donc de l'allongement du temps de transition vers l'âge adulte. Dans la société moderne, un espace culturel s'est créé en dehors de la famille traditionnelle – un espace permettant de socialiser des jeunes promis à des métiers et à des responsabilités sociales plus complexes qu'autrefois. L'éducation formelle est devenue le mécanisme principal par lequel, graduellement, les fonctions socialisantes de la famille ont été transférées à l'État dans la société industrielle urbaine. Le travail de jeunesse a trouvé sa place dans ce nouvel ordre, en offrant une éducation informelle et des possibilités d'épanouissement personnel à travers la poursuite du divertissement et des loisirs au sein de la société. Ce processus moderniste a conduit à la déconstruction de la jeunesse prémoderne – partie organique invisible d'une famille traditionnelle élargie vivant dans une économie rurale agricole, passant sans transition d'un âge de la vie au suivant – dans le tissu industriel urbain structuré de l'éducation et de l'emploi.

La postmodernité a engendré de nouvelles configurations culturelles et socio-historiques de fragmentation, d'individualisation et de consumérisme dans la société du risque (Beck 2008 ; Giddens 1991). Elles forment l'espace social et culturel que les jeunes d'Europe occupent aujourd'hui, groupe social à la dérive dans un monde sans points de repère ni finalité précise (Crook *et al.* 1992 ; Putnam 2000). Un État démissionnaire et une société civile amoindrie sont mis au défi de combler ce vide

social dans les vies de la jeunesse postmoderne (Powell *et al.* 2012). Quelle destination pour la jeunesse dans la société postmoderne ?

Le Gouvernement irlandais a publié en 2003 le Plan national de développement du travail de jeunesse 2003-2007 (NYWDP), qui étudie les répercussions de la postmodernité sur les jeunes selon divers critères socioculturels : démographie, diversité, brouillage des frontières, transitions complexes, choix et pressions, individualisme et consumérisme (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 2-4). Il convient d'y ajouter le chômage et la pauvreté, crise financière de 2008 oblige. Le NYWDP relève que, si le pourcentage de jeunes diminue dans la population totale, « sa composition apparaît bien plus diversifiée que jamais, d'où une demande croissante d'aptitudes et de sensibilités interculturelles/multiculturelles parmi les jeunes et ceux qui travaillent avec eux » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 2-3). Ce plan cherche, de manière assez convaincante, à appréhender le sens profond de la jeunesse dans le monde postmoderne, avançant notamment que la fluidification des frontières entre enfance et âge adulte a fini par brouiller des distinctions autrefois très nettes. Ce qui n'est pas sans conséquence sur le passage d'un âge à l'autre : « La transition longtemps associée à la notion de jeunesse s'en trouve considérablement allongée. Cette transition – en fait, ces transitions – devient de surcroît plus complexe » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 3). Le NYWDP aborde la question primordiale du consumérisme et de l'individualisme en termes de choix de vie et de pressions, qui poussent les jeunes à connaître une sexualité et des relations plus précoces, dans un monde où la solidité de la famille traditionnelle et de l'environnement proche est mise à rude épreuve (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 3-4). La culture de la jeunesse moderne se définit par une tension entre conscience collective et individualisme atomique, à laquelle s'ajoute l'interaction de l'éthique et de l'esthétique (Gilroy 2010).

Ces transformations de la société postmoderne sapent-elles les fondations de la jeunesse en tant que construction sociale et culturelle ? Assiste-t-on à une perte de sens dans un monde excentré ? Peut-on encore parler de la « jeunesse » comme d'un tout cohérent ? Les politiques de jeunesse sont-elles menacées d'obsolescence ? Ou doit-on plutôt y voir une opportunité rêvée pour repenser leur mission ? Le NYWDP (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 4) conclut à une aliénation et à un scepticisme plus marqués chez les jeunes, qui tendent à questionner davantage à la fois les significations établies que l'on trouve dans les vérités religieuses traditionnelles et l'authenticité des institutions sociales. Cela pourrait être interprété comme une version « baudrillardienne » de la postmodernité, où la culture de la jeunesse est réduite à des formes d'activité stylisées et ritualisées dans un monde englouti par un trou noir d'absence de sens (Barker 2008: 428). Le NYWDP (2003: 4), réfutant la thèse de la « mort du sens », conclut sur une note optimiste : « Rien ne permet de suggérer que les jeunes sont moins intéressés que par le passé par la dimension spirituelle de leurs existences, ou par le fait d'élaborer un système de croyances qui donne du sens à leurs expériences et éclaire leurs relations avec autrui et avec la société. » Mais il avertit tout de même de la nécessité d'adapter les politiques de jeunesse à la « nature changeante de la jeunesse », besoin qu'il invite à considérer comme une « chance » et un « défi » (ministère irlandais de l'Éducation et de la Science 2003: 11-12).

JEUNES DANS LA CITÉ DE L'AUSTÉRITÉ : LA FABRIQUE DU « PRÉCARIAT »

Dans le monde postmoderne, les jeunes traversent une crise grave incarnée par la vie dans la cité de l'austérité. Dans son ouvrage de référence, *The Precariat, Standing* (2011) a livré quatre observations principales sur la jeunesse dans la cité de l'austérité.

- ▶ La cité est l'objet du désir utopique (Paris, Berlin, Londres, Amsterdam et Shanghai, par exemple), un ordre spatio-temporel changeant associé à la fois à la concrétisation des rêves et à l'acte de rébellion.
- ▶ La réalité est que la cité de l'austérité du XXI^e siècle a engendré une nouvelle classe, appelée le « précaire », formée de citoyens de seconde zone (de jeunes migrants en particulier) plutôt que de vrais citoyens – une dangereuse contradiction culturelle à l'ère de la mondialisation.
- ▶ La citoyenneté du précaire est tronquée par « la précarité de la résidence, du travail et de la protection sociale » (Standing 2011: 5).
- ▶ Pour le précaire, le travail est indispensable (pour vivre), opportuniste (on prend ce qui se présente) et précaire (incertain) (Standing 2011: 22-23).

Dans son étude intitulée *Villes rebelles*, David Harvey (2013: xi) note que les jeunes urbains marginalisés se muent en une « jeunesse oisive perdue dans l'ennui absolu d'un chômage galopant et laissée pour compte dans des banlieues où finit par couvrir le germe de la révolte ». Les émeutes qui ont éclaté dans les banlieues françaises en 2005 et dans les villes anglaises en 2011 représentent les conséquences négatives et dommageables des politiques de l'austérité. Il convient de replacer ces émeutes dans le contexte plus large des protestations de jeunes : printemps arabes, mouvement « Occupy », Los Indignados, les Pussy Riots (Powell 2013).

Sans grande surprise, les pensées antipolitiques s'invitent dans la vision que les jeunes ont du monde. Il en découle une radicalisation du discours. Sur ce point, Williamson (2013: 1) hasarde « un scénario dans lequel la jeunesse socialement défavorisée se lierait à une jeunesse fraîchement désenchantée d'un point de vue intellectuel pour former des alliances plus néfastes ou créatives parmi les jeunes ». Les adultes réduisent souvent le radicalisme de la jeunesse à un dérivé de l'idéalisme adolescent. À tort ou à raison ?

L'historien Roy Foster (2014) a consacré l'un de ses récents ouvrages, *Vivid faces*, à la question des révoltes de jeunes, et plus précisément à la génération révolutionnaire irlandaise du début du XX^e siècle. Foster (2014: 6) affirme que « le concept de *génération* est à la fois fertile et problématique, surtout lorsqu'il est associé à un tournant dans les consciences politiques ». Il ajoute que « l'on assiste peut-être à la remise en cause, voire au remplacement, de la notion de classe, en tant que principe organisateur d'analyse, par celle de *générationnisme* : concevoir les groupes d'âge comme porteurs de nouvelles propositions organisationnelles et intellectuelles face au statu quo, agissant sous une constellation de facteurs prévalant au moment de leur naissance ». Nous parlons en Europe de la « génération de 1914 », de la « génération d'après-guerre », de la « génération des sixties », etc., suggérant ainsi tacitement que ces générations se caractérisent par des traits distinctifs. Foster (2014: 7) nous met

cependant en garde contre « le danger d'une généralisation à travers une génération complète ; même une génération autoproclamée peut contenir des éléments, au sein de cette présumée génération, manifestant certains signes de désaccord mais liés par des affinités de réactions au contexte historique et social ». Cette mise en garde nous rappelle que la reconnaissance des générations dans la mémoire collective prend généralement du temps. Foster (2014: 7) le formule ainsi : « une génération se compose non seulement de processus conscients d'identification et de rejets dans les vies des protagonistes, mais également par rétrospection, dans leurs mémoires, et dans leur contrôle du territoire plus vaste de la mémoire officielle et sociale ». Il conclut que « les changements qui agitent la société n'apparaissent pas *ex nihilo* ; ils apparaissent d'abord dans les esprits des gens et à travers la construction d'une culture partagée, qui peut être une culture minoritaire plutôt que majoritaire » (Foster 2014: 8).

Dans son livre *The time of the rebels*, Matthew Collin (2007) étudie le rôle du « générationnisme » du XXI^e siècle. Les mouvements de résistance des jeunes dans les anciens États communistes (Serbie, Géorgie, Ukraine) ont contribué en grande partie à faire évoluer les démocraties. Collin associe le pouvoir de la culture populaire (la voix des jeunes) à un catalyseur de changement. Les cultures populaires créent un dialogue partagé entre les jeunes, qui leur permet de se fédérer et de devenir les agents d'un changement social et politique. Ce changement affecte souvent plus les politiques imaginatives (le rêve de jours meilleurs) que les politiques pragmatiques.

En Occident, le collectif des « Anonymes » est associé à un certain nombre de mouvements protestataires : « Occupy Wall Street » et « Los Indignados », par exemple, ou encore l'avènement de « l'hacktivism » sur la Toile. Il représente une mutation du troll en militant politique (Gleick 2014: 36). Créé en 2003 sur le forum en ligne 4chan, ce collectif rassemblait à l'origine des jeunes à l'esprit moqueur. Il reflète de par son nom sa nature même : celle d'un phénomène qui se passe de chef de file et refuse toute catégorisation en tant que mouvement, organisation, parti ou autre. Les « Anonymes » invitent simplement à se joindre aux protestations sous le masque de l'anonymat et à repenser la politique en idéalisant l'avenir. En ce sens, ils rejettent, moquent et satirisent le monde politique des adultes – mais tout en revendiquant le pouvoir du générationnisme de bousculer l'ordre établi dans l'intérêt du changement. La culture populaire est la tribune des jeunes, elle leur offre un moyen d'exprimer leur opinion à travers des chansons, des pièces de théâtre et des films qui s'inspirent des politiques imaginatives de la justice sociale et du changement politique.

Le générationnisme représente-t-il la politique de l'enchantement, du désenchantement, une réalité sociale, ou encore un mélange de tout cela ? Difficile de l'affirmer avec certitude. Le monde adulte convient généralement que l'individu interagit avec les réalités externes en sa qualité de citoyen engagé. L'enfance et la jeunesse sont représentées comme un passage vers l'âge adulte, au cours duquel le jeune trouve sa place comme « apprenant » dans la société. Mais en ces temps de périodes de transition allongées et de frontières brouillées, cette représentation de la jeunesse pose un sérieux problème : où commencent la jeunesse et l'âge adulte ? En termes de réalité sociale, le monde dissocie ces deux étapes de la vie et laisse à la représentation culturelle le soin d'assurer la jonction. L'anonymat choisi par certains jeunes à travers le phénomène des « Anonymes » et symbolisé par le

port du masque suggère que nombre d'entre eux sont exclus de la sphère publique. Du fait de leur vulnérabilité, ces jeunes se retrouvent marginalisés, privés du filet de sécurité traditionnellement tendu par l'État providence – un problème de taille pour les travailleurs et les politiques de jeunesse.

La cité de l'austérité nécessite selon nous une nouvelle initiative en matière de politique de jeunesse. Voici les principaux enjeux et questions qu'elle soulève.

- ▶ La condition des sans-abri et la marginalité résiduelle dans les banlieues – ce que Michel Foucault appelait « l'intérieur de l'extérieur » – doivent être traitées par une refonte des villes en un espace commun régi par des droits communs d'accès et de commodité.
- ▶ Des logements sociaux à loyers réduits (aides au logement) doivent être proposés aux jeunes dans les centres-villes en partenariat avec la société civile/des organisations de jeunesse.
- ▶ Des espaces publics doivent être créés, et non privatisés, pour permettre aux jeunes de se rencontrer, de faire du sport, de jouer ou d'écouter de la musique, de participer à la vie artistique locale et de profiter d'un accès Wi-Fi gratuit – en un mot, pour « devenir » des jeunes. Le discours doit être celui d'avenirs durables, et intégré comme un objectif prioritaire dans les politiques de jeunesse.
- ▶ Les politiques de jeunesse doivent placer la santé et le bien-être des jeunes au cœur de leurs préoccupations.
- ▶ Le chômage chez les jeunes (estimé à 50 % dans certaines parties de l'Union européenne) mine la jeunesse actuelle et la menace de devenir une classe de citoyens de seconde zone.
- ▶ Une Banque européenne d'apprentissage devrait être mise en place, et financer trois années d'études à chaque jeune dans de nouvelles universités expérimentales prônant les valeurs de l'accès libre, de l'apprentissage aménagé, des cursus participatifs. Elle fonctionnerait en partenariat avec des organismes de jeunesse dans chaque quartier de la cité de l'austérité.
- ▶ Le programme Erasmus de l'Union européenne, qui offre des possibilités d'échanges universitaires dans l'Union, devrait être élargi à tous les jeunes, dans le dessein explicite de promouvoir des valeurs, une culture et une citoyenneté européennes communes.
- ▶ Une nouvelle politique de jeunesse doit s'inspirer à la fois des politiques imaginatives – et leur passion de justice sociale – et des politiques pratiques garantes de changement.

TRAVAIL DE JEUNESSE : AUTONOMISATION OU CONTRÔLE ?

Le vocable « travail de jeunesse » englobe un large spectre de professions et concerne toutes sortes de structures, des associations locales indépendantes aux organismes internationaux d'envergure comme la Young Men's Christian Association (YMCA). De nouvelles formes ont émergé au cours de la dernière décennie, souvent en réponse